

Coordination de la Campagne contre
la vie chère au Burundi

Bujumbura, le 11.10.2016

Transmis copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République Membre de l'EAC (tous) avec les assurances de notre plus haute Considération.

- Son Excellence Yoweri Kaguta Museveni Président de la République Ougandaise et Facilitateur dans la crise burundaise avec les assurances de notre plus haute Considération.

à Kampala

A Son Excellence William Benjamin MKAPA, Ancien Président de la République Unie de Tanzanie et Co- Facilitateur dans la crise burundaise avec les assurances de notre très haute Considération.

à Dar es Salam

Objet : Transmission d'un mémorandum

Excellence Monsieur le Co-Facilitateur,

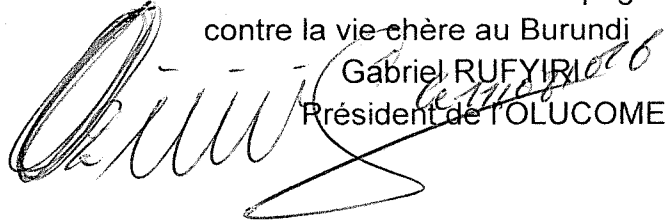
La Coordination de la Campagne contre la vie chère au Burundi a un grand honneur de s'adresser auprès de votre très haute autorité pour vous transmettre à l'annexe de la présente son Mémorandum intitulé : « *Cri d'alarme face à l'aggravation de la Misère sans nom chez une multitude des citoyens burundais suite à la crise socio-politico-économique actuelle* ».



Vous en souhaitant une bonne réception, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, l'expression de notre très haute considération.

Pour la Coordination de la Campagne
contre la vie chère au Burundi

Gabriel RUFYIRI
Président de TOLUCOME



C.P.I à :

-Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général
des Nations Unies avec les assurances de notre
très haute considération ;

à **New York**

-Son Excellence Madame la Présidente de la Commission
de l'Union Africaine avec les assurances de notre haute ;
Considération ;

à **Addis-Abeba**

- Son Excellence Monsieur le Chef de Délégation
de la Commission de l'Union Européenne au Burundi avec les
assurances de notre haute considération ;

à **Bujumbura**

- Son Excellence Monsieur l'Envoyé Spécial des Etats Unis
d'Amérique dans la Région des Grands Lacs avec les
assurances de notre haute considération ;

à **Washington**

- Son Excellence Monsieur l'Envoyé Spécial de la Belgique dans la Région
des Grands Lacs avec les assurances de notre haute considération

à **Bruxelles**

- Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général de
la Communauté de l'Africaine de l'Est avec les
assurances de notre haute considération.

à **Arusha**

MEMORANDUM DE LA COORDINATION DE LA CAMPAGNE CONTRE LA VIE CHERE AU BURUNDI ADRESSE A SON EXCELLENCE BENJAMIN WILLIAM MKAPA, CO-FACILITATEUR DANS LA CRISE BURUNDAISE.

« Cri d'alarme face à l'aggravation de la Misère sans nom chez une multitude des citoyens burundais suite à la crise socio-politico-économique actuelle ».

1. La Campagne contre la vie chère au Burundi est une initiative d'un regroupement de 1065 organisations de la société civile burundaise qui travaille en synergie pour contribuer à l'éradication de la cherté de la vie des citoyens burundais. Cette initiative a débuté en 2011 avec des organisations défendant les droits de la 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} génération qui sont entre autres les droits au bien être, à la santé physique et mentale, au travail et aux conditions d'emploi justes, aux droits des groupes vulnérables, à l'alimentation, à l'habitation, aux vêtements, à l'éducation, à la syndicalisation et de grève, à la paix, au développement, à l'environnement sain et l'utilisation de ses ressources naturelles et à un régime démocratique représentant l'ensemble des citoyens . Ces droits sont revendiqués par des moyens non violents et surtout en exigeant aux pouvoirs publics qui reçoivent les impôts et taxes des citoyens de tout faire pour garantir les droits ci-haut en instaurant la bonne gouvernance dans toutes ces formes et en luttant contre la corruption dans toutes ces formes dans le but qu'un burundais de la colline ait une vie au seuil acceptable. La campagne est composée des syndicats et des organisations diverses de la société civile. La coordination de ladite campagne est dirigée par deux représentants des Syndicats et deux représentants de la société civile. La coordination de la campagne vous remercie d'avoir reçu en audience à Dar-Es-Salam en date du 8 juin 2016 un de ses représentants pour recevoir ses doléances au sujet de la crise socio- politico- économique et du dialogue inter burundais.
2. Depuis que Pierre NKURUNZIZA s'est porté candidat au magistrature suprême pour un 3^{ème} mandat controversé en avril 2015, le Burundi vit une période de crise et de l'aggravation inédite de la pauvreté qui frappe les citoyens même si le Gouvernement burundais en place traîne les pieds afin de s'asseoir avec toute personne susceptible d'apporter une contribution tendant au dénouement de la crise sans aucune exception. L'insuffisance des devises, l'une des conséquences de cette crise, affecte



les investisseurs qui se voient dans l'incapacité de réaliser leurs activités socio-économiques dont le citoyen a besoin. Cette situation a pour conséquence d'enfoncer de plus le pays dans une pauvreté récurrente et si des solutions rapides ne sont pas apportées, la crise fera plus de dégâts qu'elle ne le fait aujourd'hui. Le Burundi vit en grande partie au dépend des importations surtout pour les produits sensibles et stratégiques comme les médicaments, le carburant, les engrais chimiques... Les conséquences de la dévaluation due essentiellement au déséquilibre de la balance de paiement sont actuellement au niveau de ne pas permettre aux malades nécessitant les soins médicaux à l'étranger d'endurer la souffrance au pays sans espoir de guérir faute de traitement et suite à une crise qui tarde à se dénouer.

3. Ce manque de devises est dû à la réduction des exportations, des crédits étrangers, de l'effectif des touristes et des étrangers travaillant au Burundi ainsi qu' au gel de financement extérieur (dons) qui a occasionné l'arrêt de l'exécution de beaucoup de projets de développement du pays inscrits dans le Budget Général de l'Etat exercice 2016. Ce dernier est financé à plus de 90% de l'extérieur. Ce déficit de devises a provoqué l'augmentation du prix d'achat de ces dernières (1USD= 2700 Fbu : taux pratiqué officieusement par les bureaux de change). Comme conséquence, des denrées alimentaires, des matériaux de construction et d'autres biens et services offerts au Burundi ont été revu à la hausse à plus de 100 %. A titre illustratif, un sachet en plastique, une boîte d'allumettes, une feuille de papier duplicateur dont les prix étaient presque invariables s'achètent actuellement à 100 Francs burundais l'unité alors qu'il coutait 50 Francs burundais la pièce. La Banque de la République du Burundi (BRB) vient de contraindre les bureaux de change de se conformer au taux de change officiel (1USD= 1680 Fbu) alors que cette dévaluation du Francs burundais est purement réelle. Malgré que la BRB a pris la mesure de fermer 15 bureaux de changes suite au refus d'appliquer le taux imposé, le taux de change sur le marché noir n'a jamais diminué, mais plutôt continue à monter suite à la carence de devises.
4. La situation est plus critique alors que les revenus des citoyens ne cessent de baisser plus particulièrement les travailleurs du secteur public

g

et privé. Concrètement, l'effectif des chômeurs qui est devenu une bombe à retardement au Burundi a augmenté depuis le mois d'avril 2015 marquant le début de la crise qui secoue actuellement le Burundi suite à la réduction des employés de certaines entreprises ou organisations et au non recrutement des agents publics par le gouvernement. Les revenus des entrepreneurs locaux ont également chuté suite aux difficultés d'écoulement de leurs biens et services. Selon les informations recueillies auprès des agents du secteur de l'hôtellerie et du tourisme, leurs revenus ont chuté à plus de 50% depuis avril 2015. Pire encore, depuis janvier 2016, le fonctionnaire qui supportait la charge de ces chômeurs a vu son salaire diminué des années, primes et indemnités qui jadis constituaient une sorte d'encouragement pour stimuler le rendement.

5. A l'heure où nous sommes, il existe au Burundi des familles qui mangent une fois les deux jours à cause de ce problème de cherté de la vie des citoyens dû à la réduction de la production nationale engendrée par ce gel de financement extérieur et du non-respect de la Constitution burundaise et des accords d'Arusha pour la Paix et la réconciliation ayant engendré un circuit de violences qui tue et a fait fuir une bonne partie des forces productrices. L'indice de la faim au Burundi avoisine 40% et un taux de malnutrition infantile est de plus de 60%. Ce qui atteste de plus en plus la dernière position que le Burundi a occupée en 2015 avec un PIB par habitant de 315,2USD pour dire qu'il est le pays le plus pauvre de la planète selon le classement du Fonds Monétaire International (FMI). Aussi, le Burundi est actuellement classé parmi les premiers pays du monde les plus corrompus et malheureux. Mais cela ne révèle rien à certains dirigeants du pays, qui perpétuent leur mission de s'accaparer la richesse de la nation au détriment d'une multitude des burundais qui croupit dans une misère sans nom et dont les droits sont bafoués plus particulièrement les Droits économiques et sociaux.
6. D'autres facteurs majeurs qui contribuent également à la dégradation de la situation économique du Burundi sont la corruption, le manque de leadership, l'impunité et enquêtes stériles quand un proche du pouvoir est impliqué, la perturbation de la paix par les actes horribles des assassinats ciblés, enlèvements et emprisonnements des personnes ainsi que le désir immodéré et insatiable de l'honneur et de l'argent des politiciens burundais



d'où des litiges récurrents quand il s'agit d'interpréter la loi en rapport à la durée des mandats publics.. Tous ces vices révélés ci-dessus caractérisent aujourd'hui le Gouvernement du parti CNDD-FDD en place. D'après l'histoire, les gouvernements des autres partis politiques UPRONA et FRODEBU qui ont dirigé le Burundi dans le passé n'ont pas également été épargnés de tous ces vices même si l'ampleur diffère.

7. Depuis le début de la crise actuelle au Burundi en avril 2015, 700 personnes ont été tuées, plus de 270 000 burundais sont réfugiés dans les pays de la sous-région et autres, plus de dix organisations de la société civile sont suspendues, cinq stations de radios et deux télévisions sont fermées après les avoir détruites, plus de 6.000 prisonniers et des biens matériels publics et privés ont été dégradés et détruits par l'incendie ou les armes. Le Burundi venait de franchir le cap en emprisonnant plus 10 élèves pour avoir gribouillé la photo du Président Pierre Nkurunziza figurant dans un manuel scolaire de la classe de 8^{ième} suite aux mobiles politiciennes qui viseraient le renforcement de la vision de Pierre Nkurunziza d'être le sixième Roi du Burundi. Cette situation empêche que, les enfants étudient dans les bonnes conditions avec des conséquences à long terme de la qualité de l'élite burundaise. Ces crimes continuent à se commettre en plein jour dans différents coins du Burundi sans aucune mesure de les juguler pratiquement à cause de l'impunité qui règne au Burundi. Ce qui est étonnant, le Burundi a déjà ratifié des instruments internationaux de lutte contre les violations des droits humains et s'est engagé même à les mettre en application, mais en vain. Les relations entre le Burundi et certains pays plus particulièrement le Rwanda ont également été entachées par la crise actuelle engendrant notamment la coupure des échanges commerciaux des biens et services entre ces deux pays.
8. Eu égard à cette détérioration de la conjoncture socio- politico- économique, la Coordination de la Campagne contre la vie chère au Burundi demande à Son Excellence le Co-facilitateur de contraindre le Gouvernement du Burundi et tous les protagonistes dans la crise burundaise à s'asseoir ensemble sans aucune condition d'une part et de mettre au centre de ce dialogue inter burundais notamment les questions de la pauvreté extrême de la population tel que décrit ci-haut d'autre part.



Des mesures contraignantes devraient être prises à l'égard de ceux qui inventent du jour au lendemain des manœuvres dilatoires qui n'ont que le seul objectif de saboter la bonne marche du dialogue inter burundais. Ceci parce que certains d'entre eux continuent à s'enrichir à grande vitesse sans aucune entrave au détriment d'une masse de la population tellement pauvre.

Pour résoudre cette crise qui hante le peuple burundais en se basant sur ses vraies causes qui sont entre autres le manque du leadership, la mauvaise gouvernance, la corruption ainsi que la quête illégale de l'honneur et de l'argent en sacrifiant tout un peuple ; la Coordination de la Campagne contre la vie chère au Burundi souhaite que les pourparlers inter burundais reprennent dans les plus brefs délais et ne dépassent pas au maximum une durée de deux mois d'autant plus que le peuple burundais souffre énormément de cette crise socio- politico-économique et propose les solutions durables qui suivent :

A court terme :

- a. Le respect strict de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation et la constitution burundaise.
- b. Organiser des pourparlers inclusifs invitant au cours du dialogue inter burundais les représentants de tous les acteurs clés de la crise burundaise y compris également les représentants des groupes armés existants qui déstabilisent la paix au Burundi, sans lesquels toute paix retrouvée serait toujours menacée ; les représentants des médias brûlés et fermés et la coordination de la campagne contre la vie chère .
- c. Exiger au Gouvernement en place et aux groupes armés d'arrêter les violences et les emprisonnements injustes ou/et perpétrés dans tous les coins du pays (les assassinats ciblés, les enlèvements des personnes et les tueries de tout genre par les armes à feu, les emprisonnements arbitraires, le lancement des grenades, les tortures et les autres techniques horribles de tuer);
- d. Exiger au Gouvernement en place de mettre en application les résolutions issues du dialogue inter burundais organisé par les Nations Unies à Bujumbura en mai 2015 entre le Gouvernement et les partis politiques

notamment la réouverture de certaines stations de radios privées, de libérer inconditionnellement les prisonniers politiques, d'annuler des mandats d'arrêts contre certains leaders burundais de l'opposition, de la société civile et des médias,,...

- e. Obliger le Gouvernement en place de lever la mesure de suspension de plus de dix organisations de la société civile burundaise, amener la communauté internationale et le Gouvernement burundais à garantir la sécurité des biens des burundais vivant tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.
- f. Créer un environnement favorable et garantir tous les droits humains tels que reconnus par la constitution burundaise et les instruments internationaux ratifiés par le Burundi.
- g. Garantir la libre circulation des personnes et des biens afin de permettre aux citoyens de vaquer à leurs activités sans intimidation par la police qui multiplie les arrestations souvent injustifiées et des fouilles répétitives orientées uniquement dans quelques quartiers avec un accent particulier aux contestataires du troisième mandat.
- h. Exiger aux mouvements rebelles armés de privilégier la voie pacifique en lieu et place des armes.
- i. Tout faire en collaboration avec l'East African Community pour que les relations entre certains pays voisins soient bonnes.

A Moyen terme :

- a. Mettre en place des garanties pour le respect de la séparation nette des trois pouvoirs : le judiciaire, le législatif et l'exécutif. Egalement reconnaître la liberté d'agir à l'opposition politique, aux médias et à la société civile en éliminant toute intimidation par des responsables publics qui abusent de leur pouvoir.
- b. Effectuer une séparation nette entre les postes techniques et postes politiques
- c. Commanditer un audit général de l'Etat.

9

d. Planifier, mettre en œuvre, faire le suivi-évaluation avec tous les acteurs nationaux issus des services publics, privés et de la société civile (d') un programme de développement national en s'appuyant sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), les réels défis encourus lors de l'exécution des Cadres Stratégiques de croissance et de Lutte contre la Pauvreté 1^{ère} et 2^{ème} génération (CSLPI et II) et mis en exergue par les évaluateurs de ces cadres stratégiques et les résultats de cet audit des comptes de l'Etat ainsi que mobiliser les fonds y relatifs par les dits acteurs.

e. Mettre en place un système de partage équitable du revenu national afin d'encourager les citoyens à s'adonner effectivement aux activités de développement du pays au lieu de concentrer tous les avantages possibles à quelques dignitaires au moment où le reste de la population s'enfoncé du jour au jour dans une pauvreté sans nom.

f. Créer un cadre de dialogue permanent et inclusif régi par la loi d'une périodicité annuelle entre les gouvernants, tous les partis politiques de l'opposition et les représentants de la société civile burundaise pour étudier et résoudre les défis du moment qui pèsent sur les citoyens burundais.

g. Mettre en place une disposition légale qui énonce l'application impérative de toutes les recommandations issues dudit cadre de dialogue.

h. Instaurer la culture du débat contradictoire en lieu et place de la répression aveugle et de la division pour régner malhonnêtement.

A le long terme :

a. Renforcer la culture des principes démocratiques dans le pays

b. Mettre en application d'une manière stricte la charte africaine pour la démocratie et la bonne gouvernance.

9. Lors du dialogue inter burundais, la Coordination de la Campagne contre la vie chère au Burundi propose qu'il y ait une mise en place par une loi votée au parlement d'une structure indépendante qui sera dotée des moyens techniques et financiers pour effectuer le suivi de la mise en

application de tous les compromis qui seront arrêtés. Elle sera composée des personnalités issues des domaines concernés par les compromis et des secteurs publics, privés, de la société civile et de la communauté internationale tout en ayant préalablement établi les critères objectifs du choix de ces personnalités. Les garants de ces accords doivent faire une évaluation annuelle de sa mise œuvre pendant au moins 10 ans et ladite structure aurait une durée de deux mandats présidentiels.

10. Pour aboutir à toutes ces solutions durables ci-haut évoquées, la Coordination de ladite Campagne suggère au Co-Facilitateur des questions pertinentes ci-après qui doivent être étudiées par toutes les parties prenantes à la crise burundaise :

- a. L'arrêt immédiat des violences et de l'emprisonnement abusif;
- b. La stabilisation des relations entre le Burundi et le Rwanda ;
- c. La libération des prisonniers politiques et d'opinion;
- d. La réforme du secteur judiciaire ;
- e. La lutte contre l'impunité des crimes ;
- f. Le désarmement des groupes armés;
- g. Le rétablissement de la pleine jouissance des droits ci haut évoqués ;
- h. Le rapatriement, réinsertion et réinstallation des réfugiés et des déplacés;
- i. Le traitement spécifique des défis de la jeunesse burundaise ;
- j. Le traitement spécifique des défis de la gouvernance ;
- k. Le traitement spécifique des défis liés à la corruption plus particulièrement l'enrichissement illicite et le blanchiment du produit de la corruption ;
- l. Le traitement spécifique des défis de nos politiciens liés à l'utilisation constante de la violence en lieu et place de la non violence ;
- m. Le traitement spécifique des défis liés au fossé qui existe entre une poignée des politiciens et ses proches riches qui ne dépasse pas 500 individus contre 10 millions des burundais qui croupissent dans une misère sans nom. Ce qui constitue une principale cause des crises cycliques au Burundi.
- n. L'application stricte de l'Accord de paix d'Arusha pour la paix et la réconciliation ;
- o. La restauration des mécanismes de suivi de son application effective pendant au moins 10 ans ;
- p. Le traitement spécifique des défis liés au redressement de l'économie nationale en s'appuyant sur les Objectifs du Développement Durable (les ODD)



et en trouvant aussi des remèdes sur la privatisation de secteurs stratégiques de souveraineté nationale qu'on ne devrait jamais privatiser ; la gestion anarchique du secteur minier et l'exploitation privée de certaines mines sans aucune retombée fiscale pour l'Etat ; l'octroi d'exonérations à caractère politique ; les détournements massifs des fonds publics,...)

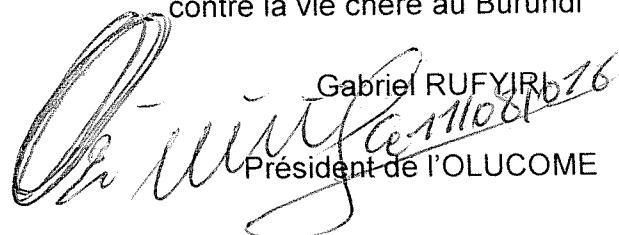
q. Le traitement spécifique des défis liés aux inégalités sociales.

11. De plus, la Coordination de la Campagne contre la vie chère au Burundi demande avec insistance à la Communauté Est Africaine de programmer un sommet spécial sur le Burundi afin d'évaluer l'état d'avancement des pourparlers inter burundais afin de prendre toutes les mesures qui s'imposent à l'endroit de toute personne qui bloquerait la bonne marche de ce dialogue et de ceux qui perturbent la paix au Burundi. Ces organisations réitèrent leur soutien à la communauté internationale plus particulièrement à la facilitation qui ne ménage aucun effort pour que le Burundi recouvre encore la stabilité socio-politico-économique.

12. Enfin, la Coordination de cette Campagne s'inscrit en faux contre toute tendance des politiciens burundais du parti au pouvoir et de l'opposition qui veulent écarter les organisations de la société civile de ces pourparlers inter burundais pour des motifs non fondés. Ces organisations dont les membres sont des hommes et femmes regroupés non pas pour jouer la politique ou militer pour les postes politiques mais qui sont plutôt des yeux vigilants qui observent si le peuple burundais est bien gouverné et proposent aux dirigeants des solutions éventuelles pour que les burundais mènent une vie meilleure conformément à la loi burundaise et aux instruments internationaux ratifiés par le Burundi. La Campagne contre la vie chère au Burundi comprend en son sein, les organisations représentant des femmes, des jeunes, des travailleurs tant publics que privés,.....

Fait à Bujumbura, le 11.1.08/2016

Pour la Coordination de la Campagne
contre la vie chère au Burundi


Gabriel RUFYIRI
Président de l'OLUCOME